

COMMUNIQUE DE PRESSE

Projet de Loi Climat et Résilience – Transition énergétique

Les Français vous encore payer la facture, leurs conjoint(e)s travaillant dans le transport perdront leur emploi et les transporteurs étrangers rafleront la mise !

Le Projet de Loi Climat et Résilience est toujours en débat devant les députés. La majorité parlementaire vient encore une fois de voter des mesures qui impacteront négativement les finances et l'avenir des entreprises françaises du transport et de la logistique, bien évidemment mais aussi vos emplois et votre portefeuille. Ce texte se résume à des mesures fiscales sans lien avec une réelle vision écologique. Il se traduira par une nouvelle hausse des prix du transport que les industriels et producteurs répercuteront sur le consommateur qui a le tort d'être au bout de la chaîne. Ce sont donc bien les Français qui paieront la facture finale !

En l'absence d'un cap volontariste de nature à dynamiser un transport décarboné au service d'une économie verte, la transition énergétique devient une farce digne du théâtre de Molière. Ce texte notamment ses articles 30 et 32 du projet de loi n'apporte aucun réel souffle écologiste de nature à aider et à accompagner les entreprises dans leur volonté de rouler plus vert !

Les Organisations Professionnelles du secteur (FNTR, Union TLF et OTRE) dénoncent une nouvelle fois une approche fiscale hautement punitive alors même que rien est fait, rien n'est pensé, rien n'est proposé au Parlement pour favoriser des motorisations alternatives dites « propres » :

- Quand nous proposera-t-on un calendrier réaliste ?
- Quand disposera-t-on de réseaux appropriés d'avitaillement pour distribuer les énergies propres ?

Le manque d'engagement du gouvernement dans les travaux engagés avec les constructeurs, les énergéticiens et les transporteurs pourtant investis sur les sujets du transport décarboné, nous permet d'ores et déjà d'affirmer que d'ici 2030 les objectifs environnementaux ne seront pas atteints.

La seule chose concrète dans le projet de loi c'est la récurrence Gouvernementale à taxer, encore, toujours et aveuglément !

« Climat et résilience » fait la part belle à la concurrence étrangère et pénalise l'emploi en France, un comble pour un Gouvernement qui prétend vouloir conserver la maîtrise des secteurs stratégiques pour garantir sa souveraineté **MAIS** qui ouvre grandes les portes aux pavillons étrangers. Le texte voté plombe encore un peu plus la compétitivité des entreprises nationales. Et comme cela ne suffit pas, on nous ressort le vieux serpent de mer de l'écotaxe sous une dimension régionale ; mesure dont les économistes du transport disent qu'elle ne réduira pas le nombre de camions sur les routes, car les pavillons étrangers trouveront la parade pour s'en affranchir. Le gouvernement a beau jeu de nous parler de plan de relance lorsqu'il condamne à terme par millier les emplois dans la branche. **Il n'est pas un citoyen français qui ne connaisse un ou une salariée qui travaille dans le transport ou la logistique.... Jusqu'à quand ?**

Alors que le secteur se caractérise déjà par la faiblesse de ses marges, cette hausse se traduira nécessairement par une forte augmentation des prix qui se répercutera sur les consommateurs, qui sauront apprécier au moment de voter lors des très proches échéances électorales à venir !

Alors que la crise sanitaire a mis notre économie en sommeil depuis un an, quand le transport a tenu le

cap pour ravitailler la nation, on peut s'étonner de cette attaque directe à la compétitivité d'un secteur majeur de l'économie française, à ses emplois et au pouvoir d'achat des Français.

Non, le transport routier ne se laissera pas condamner à mort et ne restera pas sans rappeler cette injustice aux électeurs !

Contact presse OTRE Auvergne Rhône Alpes – Jean Christophe GAUTHERON

Tél. : 04 78 91 98 95 - Mobile : 06 40 81 56 35 - Courriel :

Courriel : jeanchristophe.gautheron@otre.fr